



A Melun, le 24/09/2019

COMMUNIQUÉ DES ÉLU·ES SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 77, CGT FINANCES PUBLIQUES 77, FO DGFIP 77, CFTC FINANCES PUBLIQUES 77 ET CFTC DGFIP 77
POUR LE CTL DE LA DDFIP 77

Depuis les annonces des cartes du projet de la « géographie revisitée » dénommé ensuite « nouveau réseau de proximité », pour notre département et pour l'ensemble des départements, les agent·es de la DGFIP sont engagé·es dans un mouvement de revendications pour exiger le RETRAIT du plan DARMANIN,

Le 16 septembre 38,10 % des agent·es de la DDFIP 77 ont montré leur opposition au plan Darmanin, alors que d'après la Direction seulement 30 % des agent·es du département sont concernés par ce projet.

Quel mensonge, car TOUS les agents et TOUTES les agentes sont concerné·es par ce projet de démantèlement de la DGFIP!

La grogne monte, 12 sites en Seine-et-Marne étaient fermés le 16 septembre soit 63,16 % des sites du département.

Les agent·es refusent la disparition de leur service, de leur résidence, du service public.

Cette grogne, elle monte aussi chez de nombreux maires et autres élu·es locaux·ales. Ils·elles se mobilisent également afin de conserver un service public de proximité, ce qui montre que la communication mensongère du Ministre, de la Direction Générale et des Directions locales sur « l'accès facilité au service public » ne prend pas. En effet au plan local les élu·es du département s'inquiètent du projet proposé :

- Fermeture totale de 7 SIE : regroupement des SIE sur 4 sites au lieu de 11 : Meaux, Melun, Roissy et Provins
- Fermeture totale de 7 SIP : regroupement des SIP sur 5 sites au lieu de 12 : Meaux, Melun, Noisiel, Lagny et Montereau
- Fermeture totale de 11 trésoreries SPL : regroupement des Trésoreries sur 5 sites : Chelles, Coulommiers, Meaux, Fontainebleau et Melun
- Fusion des services hospitaliers des Trésoreries : les services hospitaliers de Fontainebleau, Provins et Melun fusionnent pour créer une Trésorerie Hospitalière à Melun

L'annonce de la multiplication de points de contact pour un meilleur service public est de la poudre aux yeux.

Il ne s'agit là que de remplacer de véritables services publics efficaces par des services AU public.

Les Maisons de Service au Public et/ou les Maisons France Services ne répondront que trop partiellement aux besoins de la population. Un·e à deux agent·es, territoriaux·ales ou contractuel·les, ultra-polyvalent·es, qui assureront l'accueil du public pour les aider à utiliser des postes en libre service ; lâchés avec une formation au rabais pour répondre à diverses questions au profit d'une quinzaine d'opérateurs ;

En aucun cas, ces MSAP ou MFS remplaceront des services publics de plein exercice et de proximité.

Mais soyons clairs, ces structures n'ont pour corollaire que la suppression d'ici 2022 de toutes les trésoreries (hors hospitalières) et de quantité de SIE, SIP.

Les agent·es de la DGFIP n'y auront par leur place ou y feront des éventuelles permanences physiques ou par visio-conférence, lors d'une prise de rendez-vous.

L'intersyndicale condamne ce recul du service public. Cela signifie un abandon des territoires et des usager·ères mais aussi la perte de missions et de compétences pour les agent·es des finances publiques. Tout cela sans compter les suppressions massives d'emplois qui vont continuer.

**Ce « Nouveau réseau de proximité » est, il faut le dire clairement,
UN PLAN SOCIAL DEGUISE**

Cette phase dite « de concertation » est une pure mascarade : les marges de manœuvre présentées dans « le guide de phase de concertation » sont extrêmement limitées : elles portent notamment sur « le lieu d'implantation des points d'accueil de proximité et « le lieu d'implantation des services et leurs antennes pérennes » .

Au final, et nous le savons, ce plan opposera les sites et les agent·es entre eux·elles, ce qui est inacceptable !

Le dialogue social est sacrifié, le projet devra au final être validé par la centrale et la Préfecture.

**L'intersyndicale de la DDFiP de Seine-et-Marne n'accompagnera pas la destruction de la
DGFIP et exige
le maintien et le renforcement de tous les services de pleine compétence sur l'ensemble du
département
et**

LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN

**Au regard de l'ordre du jour et de l'actualité à la DGFIP, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 77,
CGT FINANCES PUBLIQUES 77, FO DGFIP 77, CFDT FINANCES PUBLIQUES 77, CFTC DGFIP
77, ont décidé de boycotter la 1ère convocation de ce CTL.**